

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE
HÔTEL MATIGNON
57 RUE DE VARENNE
75700 PARIS SP 07

Bobigny, le 19 décembre 2018

Monsieur le Premier Ministre,

Le 29 novembre dernier, au cours de notre assemblée départementale, nous avons procédé à un vote singulier, à la suite duquel nous avons émis une facture elle même singulière. Une facture éminemment symbolique, d'un montant de 347 millions, à l'ordre d'un prestigieux débiteur : l'Etat.

Ces 347 millions d'euros constituent le total des sommes dues par l'Etat au titre des missions de solidarité nationale exercées par le Département de la Seine-Saint-Denis en 2018. Ces 347 millions d'euros, ce sont les dépenses que nous avons effectuées - et pour lesquelles nous n'avons pas reçu de compensation - au titre des allocations individuelles de solidarité, de l'accueil et l'accompagnement des mineur.e.s étranger.e.s non accompagné.e.s, de la prise en charge des enfants de retour de Syrie.

La solidarité à l'envers, cela suffit. C'est la raison pour laquelle nous avons voté, à l'unanimité des groupes politiques, cette facture que nous avons envoyée à l'Etat. 347 millions d'euros, c'est ce que nous doit l'Etat cette année. 347 millions d'euros, c'est autant d'argent que nous pourrions consacrer à nos actions de solidarité, à la transition écologique, à la poursuite de nos investissements d'avenir pour lutter contre les inégalités et la pauvreté.

Année après année, nous avons réalisé de véritables efforts de gestion de nos finances publiques (1,1% d'augmentation de nos dépenses de fonctionnement sur dix ans). Pourtant, on nous en demande toujours plus, y compris avec ces "contrats financiers" qui sonnent comme d'insupportables leçons de gestion pour des collectivités déjà fortement contraintes.

Ce faisant, votre gouvernement met en difficulté notre collectivité mais pas seulement : ses décisions menacent l'ensemble des services publics, et par delà, l'avenir de notre territoire, soumis à des difficultés particulières. Rapport Borloo, rapport Kokouendo-Cornut-Gentile, étude du Cnesco, appel des juges pour enfants : c'est toute une litanie de rapports, études et autres cris d'alarme, qui en attestent aujourd'hui. Vous trouverez à ce titre un rapport éclairant produit ces derniers jours par votre propre administration, la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP).

Nous vous avons écrit à de multiples reprises, comme ce 8 novembre dernier, à la veille du Congrès de l'ADF, sans jamais obtenir de réponse. Ces non-réponses aux interpellations d'élu.e.s de toutes les tendances, cette absence de prise en compte des réalités du terrain, ne font qu'alimenter des colères légitimes, à l'image de celles et ceux se présentant sous la dénomination de "gilets jaunes".

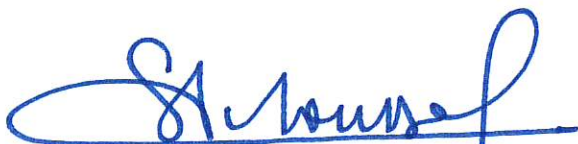
Parce que le temps presse, nous sollicitons un rendez-vous pour qu'une délégation d'élu.e.s soit à Matignon, afin qu'un véritable plan de rattrapage pour la Seine-Saint-Denis soit engagé.

La Seine-Saint-Denis ne fait pas l'aumône. Elle demande l'égalité, parce qu'elle mérite l'égalité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre très haute considération.

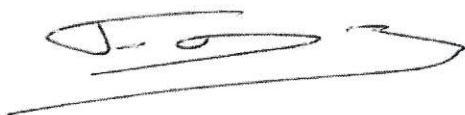
Stéphane Troussel

Président du Conseil départemental de la
Seine-Saint-Denis




Frédérique Denis

Présidente du groupe « Europe Ecologie
Les verts »



Zainaba Said-Anzum

Présidente du groupe « Socialistes,
radicaux et gauche citoyenne »



Pascale Labbé

Co-présidente du groupe « Communistes,
Front de gauche, citoyens pour une alternative
sociale et écologique »



Belaïde Bedreddine

Co-président du groupe « Communistes, Front
de gauche, citoyens pour une alternative
sociale et écologique »

